

Projet alimentaire territorial : pourquoi pas chez moi ? / Table ronde

Mis à jour le 21 janvier 2020

[Enregistrer dans mes ressources](#)

Le 29 novembre 2019 le Cerdd organisait à Achiet-le-Grand un atelier de restitution sur l'accompagnement de territoires en Hauts-de-France dans leurs Projets alimentaires territoriaux (PAT). Elu.e.s et porteurs de projets ont témoigné sur leurs **cheminements** et apporté leurs **conseils** dans la mise en place d'un PAT. Zoom sur la **table ronde** !

© elaine casap - Unsplash

RETOUR SUR L'accompagnement de projets alimentaires territoriaux

En 2018 et 2019, le Cerdd, en partenariat avec l'association [Échanges pour une terre solidaire](#), a accompagné **9 territoires** des Hauts-de-France engagés dans l'élaboration ou la conduite d'un **projet alimentaire territorial** : les agglomérations de Lens-Liévin, du Douaisis et de Château-Thierry ; les communautés de communes Sud-Avesnois, Sud-Artois, de la région d'Audruicq, de l'est de la Somme ; le groupe d'action locale rassemblant les communautés de communes de Flandre intérieure et des Hauts de Flandre ; le syndicat mixte du Parc naturel de l'Avesnois.

Quatre rencontres d'une journée ont eu lieu. Elles ont permis aux représentants des territoires de partager des expériences, d'échanger des méthodes et de **construire des récits**, de **creuser les thèmes particuliers** de la santé et de la précarité alimentaire et d'établir un plaidoyer à destination des élus qui restent à convaincre.

L'atelier du jour voulait montrer tout l'intérêt des projets alimentaires territoriaux, et **créer l'envie de lancer** ou de poursuivre ces démarches.

Les participants - élus, agents de collectivités, agriculteurs, citoyens - sont venus y chercher "des exemples", "des témoignages", "des données", "de nouveaux partenaires". Ils souhaitent "mieux comprendre ce qu'est la précarité alimentaire", "**connaître la bonne échelle d'action**" ou encore "**trouver des pistes d'action supplémentaires** contre le gaspillage alimentaire".

Table ronde "Emporter la conviction"

Animation : Marie Décima, Cerdd

- **Véronique Thiébaud**, maire de Biefvillers-lès-Bapaume, vice-présidente de la communauté de communes de Sud-Artois
- **Jean-Luc Hallé**, maire d'Hamel, vice président de la communauté d'agglomération Douaisis Agglo

Deux territoires de situation et de taille différentes : la communauté de communes de **Sud-Artois** dans le Pas-de-Calais (64 communes, 28 000 habitants) et la communauté d'agglomération du **Douaisis** (35 communes, 148 500 habitants). Deux élus qui ont bâti des projets alimentaires avec leurs territoires, qui ont **innové face aux difficultés** et qui pilotent ces PAT avec constance.

Nous sommes désolés, un problème technique nous empêche de vous afficher le tweet. Vous pouvez tenter de l'afficher directement en cliquant sur <https://twitter.com/cerdd/status/1200406155597688832?s=20>

Quelle intuition a présidé au lancement de vos projets ?

Véronique Thiébaud : *"Nous avons commencé par nous préoccuper d'emploi et d'**insertion professionnelle et sociale**. Nous avons facilité l'installation d'un "jardin de cocagne", atelier-chantier de maraîchage et de vente directe. Puis nous avons regardé comment nous pourrions soutenir l'un des principaux secteurs économiques du territoire : l'**agro-alimentaire**. Nous avons fondé un groupement d'employeurs agricoles. Nous avons proposé notre **aide financière à des producteurs locaux** engagés dans la vente directe. Nous pensions à des contributions pour l'achat de matériel ou l'aménagement d'un petit marché couvert ; mais ils nous ont dit qu'ils avaient surtout besoin de se faire connaître. Nous avons donc renoncé à nos idées de grandeur et pris en charge la réalisation d'une **plaquette de promotion** de leur activité, qui a une vraie utilité et rencontre beaucoup de succès."*

Jean-Luc Hallé : *"Chez nous, les relations avec le monde agricole étaient tendues du fait de la consommation intense de terres cultivées pour l'implantation de zones logistiques. Quand ces tensions se sont calmées, nous avons cherché à **construire une politique agricole d'agglomération**, avec le soutien de la Région Nord - Pas de Calais, à travers le dispositif "**Cap agglo**". Nous avons lancé une **aide à la réduction des intrants**, soutenu le développement des pratiques bio, abordé les sujets de **santé et de qualité alimentaire**. Travailler avec les agriculteurs n'est pas plus difficile qu'avec une autre profession, pourvu qu'il y ait une vraie co-construction et que tout le monde soit respecté. Nos cent vingt interlocuteurs professionnels ne demandent qu'une chose : faire mieux. Ils ont émis beaucoup de propositions, souvent de bon sens, et nous y avons donné des suites favorables."*

Nous sommes désolés, un problème technique nous empêche de vous afficher le tweet. Vous pouvez tenter de l'afficher directement en cliquant sur <https://twitter.com/cerdd/status/1200411485329121281?s=20>

Comment en êtes-vous venus à l'alimentation ?

Jean-Luc Hallé : *"Cela s'est fait naturellement. Si on agit avec les agriculteurs, à un moment, il faut leur **trouver de nouveaux débouchés**, en circuit court ou dans la restauration hors domicile. Nous avons mandaté*

*l'association Aprobio pour **aider les communes à construire des appels d'offres** incluant des produits bio et régionaux dans leurs repas pour les scolaires ou les aînés. Sur le territoire, nous en sommes aujourd'hui à 50 % d'approvisionnement local, dont 25 % de produits bio, pour 8 000 à 10 000 repas par jour."*

Véronique Thiébaut : *"Nous sommes partis de la situation d'un autre secteur économique important chez nous, constitué par une douzaine d'**établissements sanitaires et sociaux**. En y ajoutant les **établissements scolaires**, nous avons calculé qu'un million de repas étaient servis hors domicile chaque année. Certaines cuisines centrales surdimensionnées dans des structures d'accueil de personnes âgées pourraient peut-être fournir des services aux cantines scolaires. Des rapprochements sont en cours, par exemple à Croisilles. Nous avons aussi organisé une première **réunion entre producteurs locaux et acteurs de la restauration collective**. Il y a des freins bien sûr : nous ne disposons pas de légumerie. Mais à Gouzeaucourt, tout près de notre territoire, le groupement de cultivateurs bio "Bioteam" a créé un centre de conditionnement, auquel nos producteurs pourraient un jour avoir accès. Enfin, nous préparons des **formations** qui permettront à nos établissements de mieux calibrer leurs marchés d'approvisionnement et leurs relations aux entreprises de restauration collective."*

Quelles autres dimensions avez-vous abordées ?

Véronique Thiébaut : *"L'**aide alimentaire**. Plusieurs acteurs agissent sur le territoire mais il arrive que des personnes en difficulté restent en dehors des radars. Nous avons provoqué des **rencontres entre opérateurs et travailleurs sociaux** qui se connaissaient mal, nous avons effectué des visites d'équipements et de services dans d'autres territoires. Nous travaillons, en lien avec la CAF et la MSA, sur l'idée d'une formule d'aide unique, commune à tous les opérateurs. Nous réfléchissons à la création d'une **épicerie solidaire** et à sa bonne localisation dans notre territoire. Nous avons aussi un **Réseau d'évitement du gaspillage alimentaire** - un REGAL -, qui fonctionne très bien. Un "défi zéro déchet, zéro gaspi" mobilise 60 familles du territoire, y compris des personnes qui assument leur problème de précarité alimentaire et viennent participer."*

Jean-Luc Hallé : *"Je suis très favorable aux **épiceries solidaires**. Ce sont de belles structures, qui conjuguent la fourniture de denrées de qualité, en laissant aux consommateurs la possibilité de choisir ce qu'ils veulent acheter, et l'organisation d'ateliers de cuisine. Les générations actuelles mangent peut-être plus mal encore que nous ne le faisons il y a quelques décennies. **Il faut accompagner les mangeurs** et leur réexpliquer comment on accommode les aliments."*

Comment entretenez-vous la mobilisation sur vos territoires ?

Jean-Luc Hallé : *"Nous **coopérons avec plus de cent structures** des domaines de l'insertion, de la consommation, de la santé, du social. Chaque année, nous lançons un appel à initiatives, permettant aux acteurs qui le souhaitent de s'inscrire dans le projet alimentaire territorial. Nous n'imposons rien ; **nos critères de sélection sont larges**. Et nous avons jusqu'à trente remontées par an. Nos services voient ensuite avec les postulants si des possibilités de mutualisation ou de fusion de projets semblables existent. Certaines communes de l'agglomération ont aussi décidé de bâtir leurs propres PAT. Il y a une culture commune - le **projet alimentaire communautaire** - et des richesses locales à valoriser. Nous avons déjà aidé deux communes à se structurer, à former des animateurs territoriaux. Deux autres élaborent en ce moment leur projet."*

Véronique Thiébaut : *"Toutes les initiatives que nous prenons dans le cadre du projet alimentaire territorial sont un peu "open bar", **ouvertes à toutes les forces vives**. J'ai un sujet d'inquiétude : notre communauté a peu de moyens financiers et peu de moyens humains : un seul salarié coordinateur, épaulé par des agents qui interviennent en plus de leur travail. Or **pour faire durer un PAT, et garantir sa qualité, il faut l'animer en permanence...**"*

Nous sommes désolés, un problème technique nous empêche de vous afficher le tweet. Vous pouvez tenter de l'afficher directement en cliquant sur <https://twitter.com/cerdd/status/1200409737139019776?s=20>

Jean-Luc Hallé : "Notre agglomération a bénéficié d'un apport déterminant : un financement de la Région de 300 000 € par an pendant trois ans. Mais on peut trouver aussi de l'argent auprès de l'Agence de l'Eau ou de fondations."

Quelles satisfactions y a-t-il pour une élue ou un élu à mener de telles démarches ?

Jean-Luc Hallé : "La première satisfaction, pour moi, c'est la **participation des acteurs locaux**, avec lesquels nous avons su instaurer une relation de confiance. Entre nos premiers pas sur l'agriculture et l'abord de l'alimentation, **nous avons triplé le nombre de nos interlocuteurs**. Bien sûr, cela ne concerne qu'une part infime de la population mais la machine est lancée. C'est une **démarche de long terme** ; voilà dix ans que nous la portons et l'élargissons progressivement. Les élus de Douaisis agglo, en tout cas, n'ont plus le même regard sur le sujet. Une anecdote : pressés par les réseaux sociaux, à quelques encablures des municipales, de prendre des arrêtés anti-pesticides, les maires de nos communes n'ont pas réagi ; ils ont une autre conception du travail avec les cultivateurs et les citoyens".

Nous sommes désolés, un problème technique nous empêche de vous afficher le tweet. Vous pouvez tenter de l'afficher directement en cliquant sur <https://twitter.com/cerdd/status/1200413080892690432?s=20>

Véronique Thiébaud : "À la mesure de notre territoire, je crois que **nous avons forgé une chaîne de solidarité sur un sujet qui réunit tout le monde**. Le PAT questionne une certaine manière, descendante, de faire de la politique. Je ne crois plus aux méthodes-projets traditionnelles, qui passent par des diagnostics et des études préalables. Dans le cadre du projet alimentaire, nous nous saisissons d'une question, nous y réfléchissons ensemble et nous agissons. Je voudrais conclure en remerciant le Cerdd de nous avoir incités et aidés à **mettre notre parcours en récit**".

Des phrases-clés

- "Nos interlocuteurs professionnels ne demandent qu'une chose : faire mieux." (Jean-Luc Hallé)
- "Un "défi zéro déchet, zéro gaspi" mobilise 60 familles du territoire, y compris des personnes qui assument leur problème de précarité alimentaire." (Véronique Thiébaud)
- "Il faut accompagner les mangeurs et leur réexpliquer comment on accommode les aliments." (Jean-Luc Hallé)
- "Toutes les initiatives que nous prenons dans le cadre du projet alimentaire territorial sont ouvertes à toutes les forces vives." (Véronique Thiébaud)
- "La première satisfaction, pour moi, c'est la participation des acteurs locaux, avec lesquels nous avons su instaurer une relation de confiance". (Jean-Luc Hallé)
- "Le PAT questionne une certaine manière, descendante, de faire de la politique." (Véronique Thiébaud)

Découvrez d'autres contenus similaires

- [Atelier "Projet alimentaire territori...](#)
- [Projet alimentaire territorial : pour...](#)

[Enregistrer](#)

- **Brief sur le genre dans les Projets A...**

[Enregistrer](#)

- **L'accompagnement pour les projets alimenta...**

- **Retour sur la table-ronde "Le biogaz,...**

- **Guide "circuits alimentaires de proxi...**

[Enregistrer](#)

- **Comment faire émerger un Projet Alimentair...**

- Le 03.12.2020

Table ronde - Comment ancrer la résilience dans l'ADN de nos sociétés et de nos organisations ?

- Du 21 au 30.05.2024

Semaines de l'économie Pévéloise : Table-ronde - Au secours je n'ai plus de foncier !

- **« Boost PAT » : un dispositif pour accompa...**

- **Système alimentaire territorial durable**

- **Carnets Carasso "Les systèmes aliment...**

[Enregistrer](#)

Abonnez-vous !Recevez le meilleur de l'information régionale DD & Climat

[S'inscrire](#)